

8. Du succès politique aux mesures de mobilisation

Si les monarchies européennes restent militairement prudentes depuis leurs échecs de l'été 1792, elles n'en sont pas moins à l'offensive. Elles ont reconquis la Belgique en mai 1793 et occupent toute une partie nord du territoire français, tout en marquant des points dans les Pyrénées et les Alpes. Le meurtre de Marat, le 13 juillet, fait craindre la multiplication d'assassinats « terroristes » organisés par les girondins, alors qu'une série de mouvements sectionnaires, bien encadrés dans plusieurs grandes villes fédéralisée contre Paris, tournent à la contre-révolution. Le Comité de salut public prépare donc activement la campagne militaire qui s'avère nécessaire pour reprendre Lyon, Marseille et le grand port militaire de Toulon, qui a entre-temps été livré à la flotte anglaise, sans compter d'autres accrochages qui ne nous semblent mineurs qu'avec le recul du temps.

Enfin, et peut-être surtout, l'été 1793 est le moment où l'insurrection vendéenne représente le danger stratégique maximal. Paroisse par paroisse, ses « compagnies » ont élu elles aussi leurs « capitaines » et recruté des officiers nobles. Elles passent très vite d'une activité de partisans à des raids sur les villes du bocage, puis à une offensive de grand style. L'*Armée catholique et royale* a pris Angers et tente fin juin de prendre Nantes. Victorieuse à Torfou, puis défaite à Cholet, cette armée passera la Loire le 18 octobre pour essayer de s'emparer d'un port breton qu'elle puisse ouvrir aux Anglais et aux nobles dont elle a besoin pour s'organiser... La menace est plus que sérieuse mais, traînant à sa suite une foule de non-combattants, l'armée vendéenne divague en Bretagne, pillant pour se nourrir, ce qui mobilise contre elle les populations des zones côtières pour qui l'Anglais reste l'adversaire

traditionnel. Les troupes républicaines sont donc sans cesse renforcées par l'afflux de gardes nationales (18).

Mais l'écrasement des Vendéens et la reprise des grandes villes du sud ne surviendront que plus tard : au lendemain du 10 août 1793, au moment où le Comité de salut public et la Convention doivent décider ou non de fixer les dates des nouvelles élections et de leur propre séparation, toutes les menaces militaires sont bien réelles et se combinent. La loi antiféodale du 17 juillet, la réussite du référendum comme processus politique novateur et le caractère *démocratique* de la Constitution qu'il a entériné ont permis de rassembler une majorité et d'isoler durablement les élites provinciales. Si le Grand comité ne comprend pas le sens des chiffres des votes, les excellents juristes qui siègent à la Convention comprennent fort bien que les milliers d'*envoyés*, avec leurs milliers de *vœux*, sont symptomatiques de la façon dont peut évoluer, à chaud, l'équilibre entre représentation et démocratie, du moins si on passe à l'application de la Constitution adoptée par le peuple.

Dans ce que les républicains appelleront ensuite, pudiquement, ces « circonstances », non seulement les résultats du vote ne sont pas publiés mais décision est prise de ne pas mettre immédiatement en activité la Constitution : les nouvelles élections municipales prévues sont suspendues et, pour plus de sûreté, les envoyés eux-mêmes sont envoyés se rendre utiles dans leurs cantons. Sans que jamais soit adopté le principe d'une dictature « à la romaine », le choix est fait d'aller vers un régime provisoire d'extrême recentralisation, capable d'impulser et d'organiser la mobilisation par la Levée en masse et de *mettre à l'ordre du jour* une forme de terreur qui reste sous le contrôle de l'Assemblée. C'est le mandat qui est élaboré entre la Convention et le Comité, par touches

successives entre fin août et début décembre : toutes les élections sont en principe suspendues, même si les citoyens continuent à se réunir : le « *Gouvernement est révolutionnaire jusqu'à la paix* » et les représentants du peuple envoyés en mission épurent systématiquement les administrations locales. La Convention, qui a rencontré un éclatant succès politique, choisit de le prolonger par une forme de dictature de salut public.

Serge Aberdam

Publié initialement dans *Inprecor*, 659-660 janvier février 2019

Serge Aberdam est historien, spécialiste de la Révolution française.

(18) En novembre, les Vendéens, mis en échec devant le port de Granville, reflueront vers le sud et seront à leur tour victimes d'une gigantesque et féroce bataille exterminatrice. Ils retourneront à la guérilla.